

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 147 (2002)  
**Heft:** 4

**Artikel:** Transformation de la guerre : le modèle traditionnel des conflits armés est une menace pour la sécurité collective. 1re partie  
**Autor:** Monnerat, Ludovic  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-346239>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 10.04.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Transformation de la guerre

## Le modèle traditionnel des conflits armés est une menace pour la sécurité collective (1)

L'irruption spectaculaire de l'hyperterrorisme transnational a montré que la transformation de la guerre, annoncée par quelques penseurs brillants, est désormais une réalité communément admise. Comment, dans ce contexte, les États doivent-ils orienter leurs capacités en matière de sécurité ?

### ■ Cap Ludovic Monnerat

Les attentats du 11 septembre ont prouvé que des acteurs non étatiques ont la capacité d'infliger des destructions massives à une superpuissance. Ils ont par conséquent confirmé les théories avancées voici plus de dix ans par des auteurs comme Martin Van Creveld<sup>1</sup>, Ralph Peters<sup>2</sup>, Alvin et Heidi Toffler<sup>3</sup> : l'évolution technologique, géopolitique et sociale a transformé la guerre et brisé le modèle traditionnel des conflits armés. La guerre dite de la « quatrième génération »<sup>4</sup> est devenue une réalité menaçante sur tous les continents. Le sort des nations est en jeu.

Avec la formidable inertie qui caractérise toute bureaucratie œuvrant dans un cadre politique incertain, les forces armées occidentales continuent pourtant à investir l'essentiel de leurs ressources en vue d'un

affrontement symétrique de haute intensité. Les concepts découlant de la guerre totale entre États continuent de fonder les doctrines d'emploi. Substituer des capacités adverses à un ennemi désigné permet de conserver un mode de pensée périmé, axé sur les éléments matériels. Même la « révolution dans les affaires militaires », tant vantée, n'est qu'une réponse avant tout tactique aux défis stratégiques contemporains. Nous restons comme obsédés par un vis-à-vis imaginaire qui n'est jamais que notre reflet.

### Transformation de la guerre

La forme moderne de la guerre n'a pas attendu l'effondrement du Mur de Berlin et l'information audiovisuelle en continu pour apparaître : c'est avant tout l'arme nucléaire et ses vecteurs intercontinentaux qui ont

périmé la guerre totale et rendu à la stratégie indirecte ses lettres de noblesse. La décomposition des nations issues de l'impérialisme, le développement des pouvoirs et juridictions internationales, la globalisation de l'économie et des médias, la circulation mondiale des biens et des personnes ont par la suite renforcé le déclin de l'État-nation comme structure dominante et amené sa contestation par des mouvements transnationaux ou régionaux.

En 2001, aucun conflit armé de haute intensité n'a eu lieu entre deux nations souveraines<sup>5</sup>. C'est dire combien la définition classique de la guerre – une lutte armée entre États – ne correspond plus à la réalité des conflits modernes. Une définition plus large s'impose : le recours à la force pour dénouer une situation conflictuelle entre des collectivités organisées. Cerner les caractéristiques de

<sup>1</sup>The Transformation of War. Free Press, 1991.

<sup>2</sup>Fighting for the Future: Will America Triumph? Stackpole Books, 1999.

<sup>3</sup>War and Anti-War. Warner Books, 1993.

<sup>4</sup>William S. Lind, Keith Nightengale, John F. Schmitt, Joseph W. Sutton et Gary I. Wilson: «The Changing Face of War: Into the Fourth Generation», Marine Corps Gazette, 1989.

<sup>5</sup>Source: National Defense Council Foundation.

la guerre moderne exige l'énumération des facteurs de changement principaux.

■ **Elargissement du champ de bataille séculaire aux sociétés toutes entières des collectivités belligérantes.**— Les rivalités politiques, militaires et économiques entre Etats sont avivées par la juxtaposition permanente et concurrentielle des cultures et par la circulation irrépressible des idées, sources historiques des révolutions. Aujourd'hui, le *box office* est essentiellement similaire sur tous les continents, les produits populaires de la musique sont des icônes planétaires, alors que l'Internet a fait exploser les fuseaux traditionnels de l'information. Face à la multiplication des vecteurs, il faut désormais parler de champs d'engagements pour désigner les espaces — matériels ou non — où les forces d'une collectivité exercent un effet.

■ **Diversification des acteurs stratégiques.**— Dans l'ère mondiale comme dans les affrontements localisés, les acteurs étatiques traditionnels doivent désormais combattre, concurrencer, neutraliser, tolérer, convaincre ou appuyer des acteurs aux orientations proto-étatiques (mouvements indépendantistes et/ou irrédentistes), para-étatiques (collectivités privées, criminelles ou légales, à but lucratif ou non) et anti-étatiques (bandes armées, anarchistes ou nihilistes). Tous ces acteurs ont les ressources et les structures nécessaires pour avoir une influence stratégique dans tous les champs d'engagements, entraînant une multiplication des frictions conflictuelles.



*Autriche: engagement de sûreté à la frontière au Burgenland, à l'époque de la guerre du Golfe (Photo: Truppen dienst).*

■ **Obsolescence du droit international en matière de conflit armé et de contrôle des armements.**— Le fragile échafaudage des conventions et des traités visant à limiter les horreurs de la guerre et l'usage d'armes dévastatrices n'a jamais été accepté par l'ensemble des Etats, mais il a surtout pour faiblesse rédhibitoire de ne pas concerner les structures non étatiques, qui l'ignorent. La secte Aoum a produit et engagé du gaz Sarin, le réseau Al-Qeida possédait de l'uranium enrichi, alors que des spores d'anthrax ont tué et déclenché une psychose aux Etats-Unis. La guerre, comme poursuite d'une politique sous une autre forme, n'est que l'exception d'un processus globalement irrationnel, sans règle et capable de s'auto-alimenter.

■ **Emergence des guerriers perpétuels sur les décombres de l'Etat.**— Dans toutes les zones où l'autorité étatique s'efface — secteurs de combats pro-

longés ou banlieues marginalisées — apparaissent des structures claniques dont les membres utilisent la violence armée pour affirmer leur autorité et combler leurs frustrations. Indisciplinés et matérialistes, ces combattants modernes trouvent dans l'application à outrance de la violence, le pillage et l'exploitation des populations civiles un mode de vie supérieur à celui qu'ils auraient dans le cadre légal du temps de paix. On les a vus se jouer des forces étatiques en Sierra Leone ou dans les Balkans. On les voit en faire de même dans nos grandes villes. Recrutés par une organisation extrémiste et prosélyte, puis instruits de manière méthodique et transcendés par une idéologie fanatique, ils sont capables d'agissements sans limite.

■ **Abaissement du seuil de la guerre comme affrontement de haute intensité.**— Avec la généralisation des armes de guerre dans la criminalité quo-



*La guerre en Tchétchénie n'a pas grand-chose à voir avec les affrontements aéro-mécanisés prévus pendant la guerre froide. Ici, un détachement russe à Grosny...*

tidienne et l'accès de collectivités non étatiques à des armes de destruction massive, les distinctions traditionnelles entre crime et combat, militaire et civil ont perdu leur sens. La procédure judiciaire usuelle, réactive et postérieure aux actes incriminés, ne peut désormais plus s'accorder à l'ampleur des dégâts et au caractère systématique des violences. De plus en plus, c'est la procédure militaire usuelle, préemptive et antérieure aux actes, qui est nécessaire. Il faut désormais parler d'actions «en dessus du seuil du crime» pour désigner la majorité des opérations militaires.

■ **Impossibilité pour les forces engagées d'obtenir la victoire.**— La multiplication des acteurs belligérants et leur distribution dans toutes les couches des sociétés rendent définitivement caduc le concept de victoire en tant que succès durable. Aucune mesure étatique,

même la plus intrusive et la plus répressive, ne peut empêcher la violence et le crime, a fortiori la violence hyperbolique et les actes de guerre impromptus. Les conflits modernes excluent toute possibilité de victoire, mais font bel et bien risquer des défaites durables. L'effort permanent et l'engagement limité se substituent à la préparation perpétuelle de la guerre totale.

■ **Prise en otage des populations civiles.**— Le statut non militaire et les activités parfois à temps partiel des combattants modernes leur permettent de se fondre dans les populations, pour y trouver refuge et appui ou pour y recruter de nouveaux membres, mais également pour les utiliser comme source de financement, levier politique, bouclier humain ou même valeur marchande. Dans toutes les opérations armées lancées par les Etats, la présence de non-combattants et le risque de

dommages collatéraux sont désormais des facteurs capitaux. Cibles légitimes dans la guerre totale, les populations civiles sont devenues des victimes que seules les forces étatiques sont tenues de protéger.

■ **Caractère interdépendant des conflits et résonance à l'échelle planétaire.**— La circulation sans cesse accrue des biens, des personnes et des informations a transformé la rivalité essentiellement bipolaire de la guerre froide en un *patchwork* multipolaire où l'enchevêtrement des intérêts sectoriels échappe à toute théorisation détaillée. La nature chaotique de l'équilibre mondial et l'interconnexion de ses manifestations jadis distinctes soumettent chaque Etat à des pressions politiques, économiques et morales sans précédent, aussi bien par leur ampleur que par leur imprévisibilité. Les réponses strictement nationales et sectorielles doivent faire place à une stratégie multinationale et interdépartementale.

■ **Croissance exponentielle du flux d'informations et augmentation de l'incertitude.**— La méconnaissance, les idées préconçues et les déficiences structurelles ont toujours entouré les conflits traditionnels d'une opacité génératrice de frictions. Aujourd'hui, avec la multiplication des sources et des relais, c'est un déluge de renseignements qui submerge à la fois l'acteur belligérant et les spectateurs du conflit, et qui permet à ces derniers de réagir en prenant parti. Aucune conflagration moderne ne fait l'économie d'une guerre de l'information, et celle-ci peut aussi

bien aviver que désamorcer un conflit. Acquisition et production d'informations sont désormais des processus symétriques et permanents.

■ **Mise en scène de la violence et influence de la fiction.**— Le caractère spectaculaire de la belligérance ne date pas d'hier, mais la résonance des médias audiovisuels modernes et l'émulation due aux supports multimédias tendent à exacerber la violence asymétrique. Les actes les plus sanglants s'adressent ainsi aux collectivités belligérantes et doivent être vus par celle-ci: embuscades



*Dans de nombreux Etats «implosés», les seigneurs de la guerre exploitent des enfants-soldats équipés d'armes légères.*

du Hezbollah, retransmises en léger différé via sa propre télévision par satellite, massacres et amputations prises en photo par leurs auteurs dans les Balkans relèvent d'un processus identique. A l'opposé, les forces étatiques sont scrutées avec attention par des médias, dont les connaissances proviennent surtout de la fiction. La nature et la taille des belligérants conditionnent aujourd'hui leur comportement en fonction des besoins de leur mise en scène, et selon la cible du message.

■ **Concentration sur l'individuel au détriment du collectif.**— La forme, le rythme et la compétitivité des médias audiovisuels modernes expliquent leur prédilection générale pour l'émotion, les personnes et les détails, au détriment de la réflexion, des collectivités et de la vue d'ensemble. Leur appétit insatiable pour les particularités poignantes et leur aversion des événements répétitifs génèrent une lassitude qui s'oppose aux mécanismes lents des affrontements stratégiques. Ces dispositions, qui favorisent la ponctualité et la transparence des opérations de haute intensité, n'en font pas moins des médias les vecteurs consentants d'une désinformation permanente.

■ **Prédominance des facteurs immatériels.**— L'appréciation traditionnelle des moyens de l'adversaire, à partir desquels on infère ses possibilités d'action, n'a qu'une valeur limitée en dehors de la guerre totale. Plus que le calcul approximatif de la capacité d'agir (facteurs physiques), c'est l'évaluation de la volonté d'agir

(facteurs psychologiques) et la prise en compte des inhibitions (facteurs éthiques) qui permettent d'imaginer les comportements possibles. A une époque où un reportage télévisé peut être une arme opérative plus efficace qu'une brigade blindée, la connaissance des acteurs impliqués – à commencer par eux-mêmes – et de leur état d'esprit, de leur culture, de leurs préjugés et des liens qu'ils entretiennent entre eux est la condition sine qua non d'une appréciation réaliste de la situation.

## Transformations stratégiques

Comment les Etats-nations contemporains peuvent-ils, malgré les restrictions de leur marge de manœuvre, faire face à la forme moderne de la guerre? Il convient tout d'abord de garder à l'esprit le fait que la forme effective d'une guerre dépend avant tout de la dynamique de l'opposition – mesures et contre-mesures – et non d'un seul belligérant. Comme l'a encore récemment montré la campagne d'Afghanistan, disposer de plusieurs options permet d'adapter les modes opératoires à l'évolution du théâtre d'opérations. En d'autres termes, la fonction principale des moyens étatiques liés aux problèmes de sécurité – notamment les forces armées – doit consister à fournir des options stratégiques à l'autorité politique, pas de la contraindre à suivre une ligne de conduite correspondant à leurs inclinations sectorielles. La différence tend à être ignorée dans de nombreuses administrations.

Cela rend nécessaire une adaptation en profondeur de l'appareil sécuritaire, au sens large, que les démocraties occidentales ont hérité de la guerre froide. La réduction des effectifs des forces armées, la collaboration internationale accrue ou l'adoption de technologies révolutionnaires ne sont en effet que des corrections superficielles face aux besoins induits par la rupture stratégique contemporaine. L'ensemble des mutations devant être apportées comprend au moins quatre volets principaux : la stratégie politique, les règles d'engagement, la doctrine militaire et l'organisation des forces.

Il s'agit en premier lieu d'adopter une stratégie globale et multinationale en matière de sécurité. La décadence des Etats-nations traditionnels doit être reconnue comme un risque que la participation à une entité supranationale – comme l'Union européenne – ne résout pas. Parallèlement, l'éclatement d'Etats aux frontières artificielles ne doit pas être considéré comme une instabilité a priori néfaste et déraisonnable. Tenter de figer l'histoire en déniait aux populations le droit de disposer d'elles-mêmes, ainsi que la communauté internationale le fait dans les Balkans, est d'une navrante vanité. Enfin, il faut accepter que la forme même de l'Etat-nation moderne, propre à la civilisation occidentale, n'est pas nécessairement applicable partout, ni même idéale. La loi de la sélection des espèces s'applique également aux structures des collectivités !

Pour les Etats démocratiques, il n'y a pas de substitut à l'intervention pluridisciplinaire hors de leurs frontières, à la promotion décidée de leurs valeurs essentielles, telles que la démocratie au suffrage universel ou le respect des droits de l'homme. Cependant, il serait contre-productif d'imposer ces valeurs sans discernement. Bref, il s'agit de répondre aux

causes multiples des conflits par un partenariat direct, dans un environnement multinational, en investissant systématiquement un ensemble de moyens politiques, diplomatiques, financiers, humanitaires et militaires, qui doivent permettre la construction d'une nation viable, la cessation de la guerre ou la maîtrise de la violence. Des engagements nationaux ap-



*Depuis les attentats à l'anthrax et au sarin, on doit réexaminer à la hausse la menace ABC.*

prouvés par la population avec l'acceptation de responsabilités à long terme, en partenariat étroit avec des structures non gouvernementales, doivent constituer la base de la prévention des conflits.

Il n'y a pas non plus de substitut aux efforts constants pour le maintien de la cohésion nationale. L'émergence de zones de non-droit dans les grandes cités et l'avènement d'institutions supranationales menacent d'un double déchirement le sentiment identitaire. Appliqués depuis plus de vingt ans, les principes de tolérance pour la petite criminalité ou de respect absolu pour les pratiques minoritaires ont eu pour effet de limiter l'intégration des communautés étrangères et de faire croître l'insécurité. La débilite de la conscience civique et la pratique unilatérale des droits individuels soulignent les échecs de principes éducatifs laxistes et irresponsables. Or la loyauté



Collaboration entre la police et l'armée autrichienne. (Photo: Truppendienst)

au clan en lieu et place de l'autorité publique, la confusion des jugements, le développement d'idéologies extrémistes et l'engrenage de la violence peuvent rapidement mener au crime organisé, à la lutte armée ainsi qu'au terrorisme intérieur ou transnational.

Ces deux orientations, intérieure et extérieure, déterminent le spectre des missions propres aux forces de sécurité civiles et militaires. Il n'y a désormais plus lieu de maintenir une frontière artificielle – parfois purement idéologique – entre les deux. Si la prévention et la répression du crime au quotidien sont évidemment des tâches policières, le durcissement de la criminalité organisée et le terrorisme lié à une

cause particulière peuvent nécessiter une intervention ponctuelle de l'armée. Par ailleurs, si les rapports de force entre Etats-nations continuent d'exiger une capacité de guerre conventionnelle propre aux formations militaires, les compétences policières dans la maîtrise de la violence sont un atout lors d'opérations de maintien de la paix ou de sûreté intérieure. En d'autres termes, la sécurité stratégique ignore les frontières géographiques et administratives, de sorte que l'interopérabilité entre police et armée et la nature pluridisciplinaire des actions gouvernementales doivent devenir la règle.

L. M.  
(A suivre)



Prolifération d'armes légères...